

00 0 2 2 8

Décision n°2013 -...../ARCEP/SG/DGSN portant
attribution de ressources en numérotation à Airtel Burkina Faso S.A

**LE PRESIDENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES (ARCEP)**

- VU la Constitution ;
- VU le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2013-002//PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu le décret n°2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
- VU le décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ensemble ses modificatifs ;
- VU l'arrêté n°2011-000001/ARCEP/CR du 16 juin 2011 portant organisation et fonctionnement des organes et services de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ;
- VU le décret n°2009-614/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination des membres du Conseil de régulation ;
- VU le décret n°2012-649/PRES/PM/MTPEN/MEF du 24 juillet 2012 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ;
- VU le décret n°2009-615/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination du Président du Conseil de régulation ;
- VU la lettre n°2013-11/5863/HS-DS/DLR/DG-Airtel Burkina Faso en date du 20 novembre 2013 par laquelle Airtel Burkina Faso S.A demande de nouveaux PQ.

D E C I D E

- Article 1 :** Les numéros de la forme **67.10 MCDU** à **67.29 MCDU** sont attribués à Airtel Burkina Faso S.A pour la fourniture du service GSM à compter de ce jour et pendant la durée de l'autorisation sus-visée.
- Article 2 :** Airtel Burkina Faso S.A acquitte pour les blocs de numéros attribués une redevance annuelle dont le montant et les modalités de paiement sont fixés dans son cahier des charges.
- Article 3 :** En application des dispositions de l'article 95 de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008, les blocs de numéros attribués à l'article 1 ci-dessus ne peuvent devenir la propriété de Airtel Burkina Faso S.A et ne peuvent faire l'objet de transfert qu'après accord de l'ARCEP.
- Article 4 :** Airtel Burkina Faso S.A adresse à l'ARCEP, à la fin de chaque année, un rapport sur l'utilisation effective des blocs de numéros attribués.
- Article 5 :** Le Directeur de la Gestion du Spectre et de la Numérotation est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée Airtel Burkina Faso S.A et publiée au Journal Officiel.

Ouagadougou, le **16 DEC 2013**

AMPLIATIONS :

- ONATEL S.A
- TELECEL FASO
- J.O



Mathurin BAKO

Officier de l'Ordre National